

NEWSLETTER

Octobre 2024



France-Kurdistan
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCE-KURDISTAN

L'association en quelques mots

Fondée en 2013, à la suite du triple assassinat à Paris de Rojbin, Sakine et Leyla, trois femmes et militantes kurdes, l'association de solidarité France Kurdistan s'est engagée au plan national, mais aussi local, pour populariser la cause kurde auprès de l'opinion publique française.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Association France Kurdistan

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE 2024
9H30-16H

Rapport d'activités ; Projets pour 2025 ; Élection de la
Direction ;
suivie d'un Apéritif et buffet

📍 Lieu : Siège national du Secours Populaire
9/11 Rue Froissart – Paris
Métro Sébastien Froissart

ou
📺 En visio Conférence

(lien de connexion sur demande)



France-Kurdistan
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCE-KURDISTAN



Pour confirmer votre venue – ou obtenir le lien de connexion :

francekurdistan.association@gmail.com

Sylvie JAN : sylviejan75@gmail.com / 06.21.02.21.30

Pascal TORRE : pascal.torre@free.fr / 06.76.28.05.35

Roseline Beriwan KISA : r.b.kisa@gmail.com / 06.17.45.12.10

Comme chaque année, nous vous donnons rendez-vous pour notre Assemblée Générale. Nous reviendrons sur nos initiatives et les événements auxquels nous avons pris part, nous discuterons de nos futurs projets, et ferons un point sur l'actualité.

Pour celles et ceux qui ne pourront être présents physiquement, n'hésitez pas à nous envoyer une photo de vous : nous réaliserons un mur des adhérents pour marquer votre soutien !



LES MOMENTS FORTS DU MOIS



Lors du Grand concert de solidarité avec Abdullah Öcalan et les prisonniers et prisonnières politiques kurdes qui s'est déroulé le 19 octobre à Montreuil, France-Kurdistan y a tenu un stand et un atelier d'écriture.

Grâce à un stand très animé, 46 dessins et courriers ont été réalisés dans le cadre de la campagne "je pense à toi" qui consiste à écrire une lettre ou faire un dessin pour les prisonniers et prisonnières politiques kurdes.

"Je pense à toi"

Vous avez peut être déjà participé à l'un des ateliers d'écriture et de dessin de France Kurdistan en faveur des prisonnier-ères ou en avez entendu parler ? Vous souhaitez reproduire et animer un atelier de soutien lors d'un événement solidaire ?

Un Kit de démarrage est à votre disposition, pour l'obtenir rien de plus simple, contactez au choix :

Margaux au 06 78 83 70 77

ou

David au 06 62 27 31 24

Ils sauront vous donner tous les éléments pour réussir votre initiative !



CONTACT :



Francekurdistan.association@gmail.com



francekurdistan



France-Kurdistan

LES MOMENTS FORTS DU MOIS

En octobre, la Turquie a intensifié ses attaques contre le Rojava, région kurde du nord-est de la Syrie. Ces frappes aériennes et bombardements ont ciblé des infrastructures civiles essentielles, notamment des hôpitaux, des écoles, des boulangeries, des silos à grains, des centrales électriques, une usine de fromage et de lait, ainsi que des installations pétrolières.

Ces attaques ont fait plusieurs morts et paralysé la région, affectant gravement les conditions de vie des civils.



France Kurdistan a participé au rassemblement en soutien au Rojava suite aux bombardements de la Turquie.



Dans le cadre de la CNSK, France Kurdistan a rencontré une délégation du Rojava composée de : Mme. Ilham Ahmad, coprésidente des relations internationales de l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie-l'AANES ; M. Fanar Al Kaeit, coprésident des relations internationales de l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie-l'AANES ; Abdulkarim Omar, représentant Europe de l'AANES ainsi que de M. Kêrîm Kamar Représentant du Rojava en France.

Cette délégation est venue en Europe pour solliciter le soutien de diverses institutions en France, mais aussi en Allemagne et en Suisse, en affirmant que les pays membres de la coalition anti-Daesh doivent assumer leurs responsabilités envers la région du Nord-Est de la Syrie (Rojava), où les Kurdes se sont battus contre Daesh.

La délégation est également venue témoigner des attaques quotidiennes que subit le Rojava, notamment celles des drones turcs et des groupes soutenus par l'Iran. Face à ces menaces, l'Administration Autonome du Nord Est de la Syrie (AANES) ne dispose pas des moyens nécessaires pour se défendre et appelle à une assistance internationale.

Enfin, les représentants du Rojava plaident pour une reprise des négociations entre la Turquie et le leader kurde Abdullah Öcalan dans l'espoir de parvenir à une solution politique durable.

L'ENFER DES PRISONS TURQUES

Depuis sa fondation, la Turquie contemporaine emprisonne. Aujourd'hui, des dizaines de milliers de prisonniers politiques, plus particulièrement des Kurdes, hantent ces espaces de terreur.

De nombreuses organisations dénoncent la pratique des incarcérations arbitraires, les condamnations iniques, la torture et les mauvais traitements à l'égard des élus, des militants et de tous les défenseurs des droits humains.

Les métamorphoses du système pénitentiaire

Le système pénitentiaire turc constitue l'une des pierres angulaires d'un régime constamment répressif.

Aux bagnes traditionnels, succèdent, après le coup d'Etat de 1971, des prisons de type occidental corrélativement avec une intensification de la violence.

Le putsch militaire de 1980 double la population carcérale de militants de gauche tandis que se met en place une ingénierie d'humiliations, de dégradations, de mortifications et de profanations des personnes détenues.

Un nouveau type d'incarcération émerge en 1991 dans le sillage des lois antiterroristes. Des prisons de haute sécurité sont bâties avec des cellules individuelles visant à briser la solidarité des détenus par l'isolement.

Procès iniques

L'ensemble du système judiciaire est mobilisé par les instances dirigeantes afin d'intimider et de décourager toutes les formes d'opposition. Les tortures et les mauvais traitements ne sont pas l'apanage exclusif de la prison mais les gardes à vue constituent aussi une étape dans la descente aux Enfers.

Désormais, dans l'Etat AKP, les détentions provisoires sont devenues la règle, sans raison impérieuse, alors que les procédures sont systématiquement violées.

A cela s'ajoute, des procès iniques avec la fabrication de fausses preuves, des condamnations illégales, des obstructions des droits de la défense.

Depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir, la population carcérale a cru de 15% pour atteindre, en 2015, 300 000 détenus dans 372 prisons dont 10 dédiées aux femmes et 6 aux mineurs.

Depuis la tentative de coup d'Etat de 2016, la Turquie vit au rythme des purges et des arrestations de Kurdes. Elle a procédé à 30 000 arrestations nouvelles provoquant une surpopulation inédite. Si bien qu'entre 2016 et 2021, 131 lieux de détention ont surgi de terre pour y enfermer les opposants pour la somme de 1,1 milliard d'euros. Certaines sont des complexes géants pouvant accueillir 15 000 prisonniers et qualifiées de « campus pénitentiaires ».

La Turquie est en tête des pires taux d'incarcération des 47 pays du Conseil de l'Europe avec 357 détenus pour 100 000 habitants devant la Russie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

Face à cette inflation carcérale, Ankara a libéré durant le Covid 190 000 prisonniers de droit commun, dont de notables mafieux, pour faire de la place. Les détenus politiques sont restés à l'écart de ces élargissements.

Alors que les arrestations de Kurdes se poursuivent, en 2022, le gouvernement a entamé la construction de 36 nouvelles unités carcérales.

La barbarie à l'ombre des murs

La prison est le lieu de l'impunité, des mauvais traitements et de la torture. L'imagination dans ce domaine est sans limite : enfermement dans des cages, coups, privations, exposition au froid ou à la chaleur, viols et sévices sexuels, écrasements des membres, fouilles au corps nu, isolement, peines disciplinaires, humiliations diverses...

Si bien qu'on ne compte plus les décès suspects. Depuis 2016, on assiste à une forte résurgence de la torture et des mauvais traitements alors que les forces de sécurité bénéficient d'une impunité complète.

Les Kurdes doivent abdiquer de leur identité : expression en turc, obligation de chanter des hymnes en l'honneur d'Atatürk ou de la Turquie. Les lettres et les livres envoyés ne sont pas toujours remis tandis que les ouvrages en kurde ou bien contenant le terme interdit de « *Kurdistan* » sont saisis.

Ces dernières années, les conditions matérielles de détention se sont dégradées en raison de la surpopulation. Si bien qu'il n'est plus rare de voir une cellule prévue pour 3 personnes compter 16 prisonniers. Tous les témoignages convergent pour indiquer que l'hygiène est déplorable et que les repas servis sont immangeables avec la présence dans les plats d'ongles, de cheveux, de gants en plastique, d'excréments.

L'ENFER DES PRISONS TURQUES

Les gardiens et l'administration intimident les prisonniers, les sanctionnent avec de lourdes conséquences pour les remises de peine qui peuvent être annulées arbitrairement.

Le traitement des femmes kurdes

Les peines infligées aux femmes kurdes, pour activités politiques, sont proportionnellement plus lourdes que celles des hommes. Le gouvernement AKP et les juges ont peur de leur engagement qu'ils châtient avec haine.

Les tortures dont elles font l'objet sont anciennes : fouilles corporelles dégradantes, viols, mutilations... Durant leur détention, elles n'ont pas accès aux ressources d'hygiène corporelle (tampons, serviettes hygiéniques...) et n'ont pas d'accès aux soins notamment pour le dépistage et le traitement des cancers de l'utérus et du sein.

Enfin, il y a les cas des enfants en bas âge, emprisonnés avec leur mère qui subissent eux aussi un environnement hostile.

Les résistances

En fonction des modalités d'incarcération, les détenus politiques ont opposé de nombreuses stratégies de résistance.

Lorsque les cellules étaient de vastes dortoirs, le système de solidarité en « communes » a prévalu.

Les détenus ont résisté longtemps au transfert vers des cellules individuelles, marquant leur isolement, par des grèves de la faim qui ont duré jusqu'en 2007. Le bilan a été particulièrement lourd car 122 d'entre eux ont trouvé la mort.

En dépit de cet isolement, la solidarité entre détenus est particulièrement forte.

Prison et crise économique

Avec la crise économique, l'inflation galopante affecte aussi la prison. Il n'est pas rare que les prisonniers fassent leurs courses dans un point de vente à l'intérieur de la prison nommé : la «cantine». Les prix y sont prohibitifs et beaucoup, faute d'aides extérieures, n'y ont pas accès pour améliorer le quotidien.

A cela s'ajoute la facturation de l'électricité consommée dans la cellule que les détenus doivent acquitter.

Enfin lors de libération, les familles reçoivent le décompte des repas consommés.

La souffrance des familles

L'incarcération s'impose aussi à l'entourage accaparant et suspendant leur vie. La dureté de l'épreuve vécue, douloureuse et angoissante, conduit à repenser les frontières de ces lieux d'enfermement car la prison agit au-delà des murs diffusant ses stigmates dans tout la société.

Pour les familles, la détention d'un proche constitue une perte de revenus. Elles doivent de surcroît subir des pressions sociales (perte d'emploi et des aides d'Etat, stigmatisation dans leur quartier et la ville).

Enfin, les transferts des détenus dans des prisons éloignées de leur résistance accroît l'isolement et des frais supplémentaires pour les transports lors de visites qui de ce fait deviennent plus rares.

Longues peines et non libération

Des nombreux prisonniers kurdes sont condamnés à de longues peines comme la perpétuité incompressible.

Après 30 ans d'incarcération, ils peuvent disposer d'une libération conditionnelle mais la plupart ne sortiront jamais si bien que l'on peut trouver des prisonniers kurdes ayant plus de 80 ans.

Par ailleurs, on ne compte plus les détenus, ayant effectué la totalité de leur peine, et qui ne recouvrent pas la liberté. Cette violation inique de la loi est justifiée par les autorités par l'« absence de remords ». Ils sont aujourd'hui au nombre de 116.

Parmi eux, certains en raison de leur âge ou d'autres pour des raisons spécifiques, souffrent de pathologies graves. On estime que dans les prisons turques, 650 prisonniers sont atteints de maladies graves (cancers, tuberculose...) et près de 1800 doivent prendre un traitement régulier. Les prisonniers politiques et plus particulièrement les Kurdes sont privés de soins.

Quand certains sont au stade ultime de la maladie l'institution turque de la médecine légale (ATK) refuse de les libérer. De ce fait, les prisons se transforment en cimetières.

Par Pascal TORRE



COMMUNIQUÉS



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION FRANCE – KURDISTAN

IDRIS KAPLAN NE SERA PAS EXPULSÉ

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise vient de prendre un arrêté d'une grande portée en suspendant l'expulsion d'Ildris Kaplan, un militant kurde. Cette demande d'expulsion avait été demandée par le préfet du Val d'Oise, appliquant avec zèle les requêtes du ministère de l'Intérieur qui n'a rien à refuser au régime de R.T. Erdogan.

Ildris Kaplan avait été condamné à la réclusion à perpétuité par l'Etat turc notamment parce qu'il soutient la résistance de son peuple mais aussi parce qu'il a combattu Daesh les armes à la main.

Pour ces raisons, Paris lui a accordé l'asile politique. Son expulsion se serait traduite par une incarcération brutale, de mauvais traitements et notamment la torture. Ce sont ces considérations qui ont prévalu dans la décision des juges.

N'oublions pas qu'en avril 2024, Serhat Gültekin, un autre militant kurde, a été expulsé vers la Turquie alors que son « Obligation de Quitter le Territoire Français » était, deux jours plus tard, annulée par le tribunal administratif.

Cette décision doit servir de jurisprudence. Dans l'immédiat, France – Kurdistan appelle à annuler toutes les procédures d'expulsion en cours de militants kurdes qui luttent pour leurs droits légitimes et que la France a retrouvé à ses côtés dans le combat contre Daesh.

La décision du tribunal administratif reconnaît ainsi explicitement que les droits humains ne sont pas respectés dans les prisons turques.

Pour manifester toute notre solidarité avec les prisonniers politiques kurdes nous invitons toutes les forces démocratiques à participer au grand concert de solidarité le 19 octobre à Montreuil (93).

France-Kurdistan
Le 9 octobre 2024

COMMUNIQUÉS



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION FRANCE - KURDISTAN

UNE NOUVELLE PÉRIODE DOIT S'OUVRIRE EN FAVEUR DE LA PAIX

Le leader du peuple kurde, A. Öcalan, à l'isolement sur l'île d'Imrali, a pu rencontrer, hier, Ömer Öcalan. Nous nous réjouissons qu'une telle rencontre ait pu avoir lieu alors que les autorités turques s'opposaient, depuis le 3 mars 2020, à toutes visites, y compris de ses avocats, mettant de ce fait A. Öcalan dans un isolement des plus total et ce en violation du droit international.

Une nouvelle période devrait pouvoir s'ouvrir comme l'appelle de ses vœux le DEM (*Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie*) en faveur de la relance du dialogue afin de trouver la voie de la paix. Dans ce processus, le rôle d'A. Öcalan est incontournable.

La mobilisation du peuple kurde et des forces démocratiques dans le monde sera déterminante afin d'obtenir la libération d'A. Öcalan, de tous les prisonniers politiques et la reconnaissance des droits du peuple kurde.

Par ailleurs, nous condamnons avec la plus grande fermeté les récentes attaques et bombardements intensifs menés par la Turquie sur le Rojava, qui ont entraîné la mort de plusieurs personnes, dont des civils et des enfants. Ces frappes, visant à déstabiliser cette région déjà fragilisée, ont non seulement causé des pertes humaines, mais également aggravé la crise humanitaire en cours, détruisant des infrastructures essentielles et plongeant les populations locales dans une situation encore plus précaire. Ces actes de violence injustifiables représentent un nouvel obstacle à la paix et à la stabilité.

Le chemin est encore long, et les obstacles opposés par R.T. Erdogan et ses alliés sont nombreux, mais nous restons persuadés qu'il n'y a pas d'autre voie que celle du dialogue pour bâtir une paix durable. Les Kurdes savent que dans ce combat, ils peuvent compter sur le soutien indéfectible de France-Kurdistan.

France-Kurdistan
Le 24 octobre 2024



LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS



NOVEMBRE

Le 14/11 20h00 : Ciné-échange : Sinjar naissance des fantômes - Cinema Citéa - 12, rue de Rigny - 54200 Toul ;

14/11 18h30 : Exposition Femmes Kurdes Liberté ! Espa. Agora, 24750 Boulazac Isle Manoire ;

16-17/11 : stand France Kurdistan à la Fête de L'Humanité Normandie - 46 avenue des Canadiens - 76120 LE GRAND QUEVILLY;

21/11 11h à 14h : Présentation de l'exposition à la CCAS Montreuil ;

27/11 19h Présentation de l'exposition et atelier d'écriture Bagneux Débat et atelier d'écriture autour de l'exposition "FEMME, VIE, LIBERTE" - Mairie Centrale - 57 Av. Henri Ravera, 92220 Bagneux;

30/11 de 15h à 17h : Présentation de l'exposition et atelier d'écriture Bagneux Débat et atelier d'écriture autour de l'exposition "FEMME, VIE, LIBERTE" - Centre social et culturel Jacques-Prévert - 12 Rue Claude Debussy - 92220 Bagneux ;

27/11 17h

30/11 : Foyer rural de Saint Gengoux - Présentation de l'exposition - Rue des Tanneries, 71460 Saint-Gengoux-le-national ;



DECEMBRE

07/12 : Conférence : Les luttes des femmes au Moyen-Orient - Tours ;

10/12 : Mairie de Varennes Vauzelles Exposition ;

15/12 9h30 : Assemblée Générale France Kurdistan - Siège national du Secours Populaire - 9/11 Rue Froissart - Paris Métro Sébastien Froissart (ou en visio conférence lien de connexion sur demande).



France•Kurdistan
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCE-KURDISTAN

CONTACT :

✉ Francekurdistan.association@gmail.com

📷 [francekurdistan](https://www.instagram.com/francekurdistan)

📘 [France-Kurdistan](https://www.facebook.com/France-Kurdistan)